

Charles Michel veut relancer la suédoise

Répondant aux critiques, le Premier ministre impose un code de conduite à ses ministres et annonce trois conseils thématiques

Même au sein de la coalition, certains ont été surpris par la double annonce de Charles Michel.

Le Premier ministre, que beaucoup pensaient empêtré dans les luttes intestines entre partis flamands et dans les oppositions de fond, tente de remettre son gouvernement en selle.

A l'issue d'un kern réuni ce mercredi, les partis de sa coalition s'engagent à cesser de s'invectiver. En langage choisi : ils respecteront la loyauté vis-à-vis

de la majorité.

Charles Michel a, d'autre part, annoncé trois conseils des ministres thématiques entre mai et l'été.

La veille, une rencontre préparatoire avait mis en présence Wouter Beke et Bart De Wever (qui se parlent très peu), car les hisbilles commençaient à hypothéquer la stabilité de l'attelage fédéral. Wouter Beke et Bart De Wever qui, c'est unique en son genre, se sont fendus d'une déclaration commune, insistant sur la nécessité d'éviter « que-

relles et tiraillements ».

L'annonce de la reprise des réformes menées par sa coalition de centre-droit vise, elle, à faire taire les critiques taxant le gouvernement d'immobilisme.

En pratique : les trois conseils des ministres extraordinaires programmés se focaliseront sur la sécurité et la justice, sur l'économie et l'emploi, sur les affaires sociales et la lutte contre la pauvreté. Avec un premier rendez-vous le 13 mai, à Val Duchesse. ■

Budget : l'équilibre pour 2019

Le gouvernement a abandonné son objectif de retour à l'équilibre budgétaire structurel en 2018 et d'étaler les efforts afin d'atteindre l'objectif un an plus tard. Ce report vise à « protéger la reprise économique », explique la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR). **P. 2**

Le gouvernement tente un nouveau départ

- ▶ Critiqué par les patrons flamands, secoué par la rivalité entre le CD&V et la N-VA, le Premier ministre répond par une communication offensive.
- ▶ Un engagement de tous à cesser les chamailleries
- ▶ Et trois conseils des ministres thématiques.
- ▶ Suffisant ? Sans doute sur la forme.
- ▶ Sur le fond, les divergences n'ont pas disparu..

Surprise, mercredi après midi. Le Premier ministre, que beaucoup pensaient empêtré dans les luttes intestines entre partis flamands et dans les oppositions de fond, fait une double annonce. Un : les partis de sa coalition s'engagent à cesser de s'invectiver. En langage choisi : ils respecteront la loyauté vis-à-vis de la majorité. Et deux : trois conseils des ministres thématiques sont annoncés entre mai et l'été. Silence, on bosse !

Et même au sein de la coalition, certains ont été surpris. C'est que la journée de mercredi avait commencé sur le même mode « garne-

ments ». Il se confirmait peu à peu que le CD&V refuserait de voter la note de politique générale déposée par la secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances, Zuhair Demir (N-VA). « Quelqu'un va demander le report du vote comme cela s'est déjà passé mardi », confirmait-on à demi-mot au sein du parti chrétien-démocrate. Entre les deux partenaires de majorité, le feu couvait.

Une pathétique prolongation des querelles des vacances de Pâques, où la nouvelle secrétaire d'Etat s'était permise de critiquer le Centre pour l'égalité des chances, et, à la surprise des ténors de son propre

parti, de taxer le CD&V de « *parti des musulmans* ».

Les tuiles s'accumulaient du reste sur le fédéral. En Flandre, on commençait à parler de « slopende zaken », un néologisme couplant affaires courantes et affaires dormantes. De quoi irriter le Seize. Et les chiffres, principal bouclier du gouvernement, s'avéraient moins bons que prévu, tant du point de vue budgétaire que sur des questions aussi centrales pour la suédoise que le coût salarial.

Stop ! a dit Charles Michel lors d'un kern mercredi. « J'attends de chacun de vous qu'il fasse preuve de

loyauté vis-à-vis de la majorité », a dit le Premier ministre. Une réunion préparée la veille, lors d'une rencontre inédite avec Wouter Beke et Bart De Wever (qui se parlent très peu), car le bisbilles commençaient à hypothéquer la stabilité de l'attelage.

1 CD&V et N-VA réconciliés. En fin d'après-midi, Wouter Beke et Bart De Wever, c'est unique en son genre, se fendent d'une déclaration commune, insistant sur la nécessité d'éviter « querelles et tiraillements ». « Nous avons eu une conversation approfondie avec le

Premier ministre à ce sujet. On a convenu de se concentrer sur le contenu des discussions politiques de majorité, et de ne pas tomber dans les querelles », écrivent les deux présidents de partis. Avec l'ambition partagée de poursuivre le travail au cours des deux dernières années de la législature.

2 Le gouvernement à l'offensive. Mais ce n'est pas tout. Charles Michel a choisi ce moment pour annoncer la reprise des réformes menées par sa coalition de centre-droit. Une manière indirecte de faire taire les critiques le taxant d'immobilisme.

Et une annonce. Celle de « trois conseils des ministres thématiques

extraordinaires » sur la sécurité et la justice, sur l'économie et l'emploi, sur les affaires sociales et la lutte contre la pauvreté. Avec un premier rendez-vous fixé au 13 mai, dans ce théâtre des grandes représentations gouvernementales : Val Duchesse.

« Il faut en revenir à ce qui fonde le travail commun de ce gouvernement », plaide-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Avec l'ambition, dans les prochaines semaines, de rapprocher CD&V et N-VA sur le thème emblématique de la réforme de l'impôt des sociétés (Isoc).

3 L'incendie éteint, jusqu'au prochain foyer. Voilà donc le gouvernement remis en selle. Avec l'obligation, désormais, d'engranger des avancées significatives lors des trois rendez-vous qu'il s'est fixés. Le tout sans plus entamer désormais la « loyauté à l'égard de la majorité ».

Ce dernier objectif sera sans doute le plus ardu à atteindre. Car sans jouer les oracles, on peut prédire à la suédoise de nouvelles heures agitées au cours de l'année à venir. En effet, la sortie de Zuhair Demir n'est pas accidentelle : la N-VA a fait des positions clivantes et des propos à la hussarde le fil conducteur de sa communication. Dès que la vie politique devient mer

d'huile, il se trouve une voix au sein du parti nationaliste pour déclencher par le verbe polémique et tempête politique.

Et l'approche de la campagne électorale pour les communales va sans le moindre doute attiser ces tensions et querelles entre le parti de Bart De Wever et le CD&V, dans un climat de concurrence pour devenir ou rester le grand parti populaire flamand. Ce scrutin, stratégique pour les centristes flamands, risque fort de polariser pour un temps la vie politique. Or si l'on en croit le sondage publié ce mercredi par *De Standaard* et la VRT, l'écart entre les deux formations se resserre quelque peu : la N-VA redescend à 26,3 %, confirmant le recul enregistré lors du précédent coup de sonde, tandis que le parti chrétien-démocrate grimpe à 18,6 %, enregistrant son meilleur score lors des quatre dernières consultations.

Il y a donc fort à parier que les coups de coude et autres croche-pieds vont se poursuivre jusqu'en octobre 2018. Commentaire, mercredi soir déjà, d'un membre éminent de la coalition : « On va cesser de se disputer sur les détails. Mais sur le fond, il ne faut pas croire qu'on va se faire des courbettes. » ■

BERNARD DEMONTY

AGENDA

Trois conseils des ministres thématiques

Le premier ministre annonce trois conseils des ministres ciblés. Le premier, qui se tiendra le samedi 13 mai, aura trait à la sécurité et à la justice. Suivront deux autres conseils, qui seront consacrés à l'économie et à l'emploi, puis aux matières sociales et à la lutte contre la pauvreté. Le programme précis de ces conseils n'a pas encore été fixé. Et ils ne devraient pas trancher sur les questions délicates du fédéral, comme la baisse de l'impôt des sociétés.

B.DY

PROTESTATION

Et pendant ce temps, les syndicats remettent la pression

Mercredi matin, les responsables des trois grands syndicats disaient leur crainte. « Le gouvernement est empêtré dans ses disputes, mais nous ne sommes pas dupes. De nouvelles réformes antisociales risquent encore d'arriver », selon les mots du président de la FGVB, Rudy De Leeuw. Et effectivement, le gouvernement prévoit trois conseils des ministres ciblés (lire ci-contre).

Lors d'une conférence de presse, les syndicats ont dit et redit leurs critiques, en ciblant particulièrement la fiscalité et le budget. L'effet du tax shift sur l'emploi a ainsi été « scandaleusement faible », fustige le syndicat chrétien. En comptant les 4 milliards d'euros de baisse de contributions accordées aux employeurs et indé-

pendants, cela revient à 127.000 euros pour chacun des 31.000 équivalents temps plein créés, précise-t-il. Le saut d'index entraîne, lui, pour un travailleur de 25 ans qui gagne 2.300 euros brut, une perte de 30.000 euros sur l'ensemble de sa carrière, poursuit la CGSLB. Le syndicat socialiste estime également qu'on est très loin des objectifs annoncés, avec un taux d'emploi extrêmement faible et en hausse de seulement 0,1 %, et des jobs de moins en moins faisables car exigeant toujours plus de flexibilité.

Mais à ce stade, ce mécontentement ne se traduira pas par des actions d'envergure. Les syndicats estiment que le moment n'est pas venu. « Nous allons d'abord sensibiliser », dit Marc Goblet, qui ne verrait toutefois pas d'un mauvais œil une concentration à Bruxelles avant l'été. Pas sûr qu'il sera suivi par la CSC et le syndicat libéral qui ne sont pas trop enclins à en découdre pour le moment.

B.DY

budget Le retour à l'équilibre reporté à 2019

La Belgique a décidé d'abandonner son objectif de retour à l'équilibre budgétaire (structurel) l'an prochain et d'étaler les efforts additionnels requis sur les deux prochains budgets, afin d'atteindre l'objectif un an plus tard.

Le gouvernement fédéral a choisi de ne pas suivre la recommandation du Conseil supérieur des Finances (CSF) dans son avis sur la trajectoire budgétaire, rendu au début du mois et sur la base duquel la Belgique (toutes entités confondues) doit définir son programme budgétaire pluriannuel à la Commission européenne.

Selon le CSF, tenir l'objectif d'équilibre dès l'an prochain impliquait un effort de 5 milliards d'euros, nettement supérieur à ce qu'avait prévu jusqu'ici le gouvernement fédéral. C'est l'option qu'il recommandait.

Le CSF présentait toutefois un « plan B » – une trajectoire alternative, reportant d'un an le retour à l'équilibre, mais prévoyant d'effectuer 80 % de l'effort requis dès 2018. Dans ce cas, il ne fallait « trouver » que 4,3 milliards en 2018 (et le solde, l'année suivante).

Le gouvernement fédéral a préféré cette option, qu'il a décidé d'aménager : en effectuant en 2018 l'effort minimal exigé par les règles européennes, soit une réduction de 0,6 % du déficit structurel – et non les 0,8 % suggérés par le CSF dans son « plan B ».

« Protéger la reprise »

Ce report de l'objectif d'équilibre en 2019 vise à « protéger la reprise économique », expliquait ce mercredi la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR). Et pour cause. Plus les pouvoirs imposent un effort im-

portant en recettes et/ou en dépenses (lisez : en augmentant les impôts et/ou en réduisant les dépenses), plus cela pèse sur l'activité économique.

Or, si la reprise est effectivement en marche, la croissance ne devrait accélérer que très progressivement. Pas question donc de prendre le risque de casser cette dynamique.

« Depuis l'arrivée du gouvernement, notre déficit structurel se réduit significativement. Nous devrions être en dessous de 1 % de déficit structurel d'ici la fin 2017. Si l'assainissement budgétaire est un fait et doit résolument être poursuivi, l'équilibre en 2018 ne peut pas être une fin en soi. L'objectif d'équilibre en 2019 est ambitieux. Cela nous permet de mener de front la poursuite de l'assainissement budgétaire et des réformes nécessaires au renforcement de la reprise économique et des créations d'emplois », a précisé Sophie Wilmès.

Si l'opposition, au sud comme au nord du pays, a dénoncé l'inconsistance du gouvernement fédéral, il faut reconnaître que le report du retour à l'équilibre n'est pas vraiment une surprise – depuis l'an passé, le Bureau du Plan et la Banque nationale avaient averti à plusieurs reprises que les efforts à accomplir étaient très largement sous-estimés. C'est aussi la voie la plus sage dans un contexte conjoncturel peu dynamique.

Les propositions de trajectoires budgétaires des différentes entités sont attendues cette semaine et un comité de concertation est prévu le 26 avril. C'est que le temps presse : le programme de stabilité doit être déposé auprès de la Commission européenne au plus tard le 30 avril. ■

DOMINIQUE BERNIS